



Le 6 juin et après : notre colère est profonde et ne va pas retomber de sitôt !

Samedi 3 juin, les visiteurs de Disneyland Paris ont eu la surprise de voir défiler, en guise de parade, un millier de salariés en colère. Depuis plusieurs semaines, à l'initiative d'un mouvement anti-inflation, des mobilisations sont organisées pour revendiquer une augmentation de salaire de 200 euros net pour tous, pour faire face à la hausse des prix, et des améliorations de conditions de travail. Les grévistes ont voté la poursuite de leur mouvement cette semaine. Dans l'entreprise de vente à distance de produits pour les jeunes enfants Verbaudet, après deux mois et demi d'un conflit très dur, les grévistes s'apprêtent à reprendre le travail la tête haute, après avoir arraché une hausse des salaires de 90 euros net mensuels. Dans bien des entreprises, patrons et gouvernement n'en ont pas fini avec la colère des travailleurs. Et le 6 juin, nous serons encore nombreuses et nombreux dans la rue, pour affirmer tous ensemble que la retraite à 64 ans, c'est toujours non !

La vraie démocratie, c'est celle de nos mobilisations

Le gouvernement se moque du refus unanime de sa réforme des retraites, exclusivement préoccupé de la notation de la France par les agences de notation financière, qui dépend de sa capacité à mater nos luttes sociales.

Sa belle démocratie consiste à ne pas tenir compte de notre avis et à ne nous laisser aucun moyen institutionnel de contester ses décisions. Après le faux suspense de la décision du Conseil constitutionnel le mois dernier, il paraît que l'issue aurait pu être trouvée cette semaine, avec la proposition de loi du groupe Liot. Las ! Dans la Constitution, tout est prévu pour que ces tentatives soient des impasses : après le 49.3, voilà que le gouvernement a déniché un article 40 de la Constitution, qui bloquerait tout retour sur l'âge de départ en retraite, sous des prétextes d'équilibre des dépenses publiques... Quant au référendum d'initiative partagée, avec lequel on nous a amusés un moment, selon les spécialistes du droit constitutionnel, il est prévu pour ne jamais être utilisé. Depuis qu'il a été institué en 2008, aucune tentative n'a jamais abouti.

Seules les luttes sociales nous permettent de nous faire entendre. C'est bien ce dont a peur le gouvernement. Mais il semble bien qu'il ne soit pas le seul à vouloir tourner la page ! L'intersyndicale n'a appelé à aucune journée de mobilisation depuis les manifestations du Premier mai, aucune coordination des luttes éparées sur les salaires. Le calendrier des mobilisations est calqué sur les débats parlementaires... dont nous avons vu qu'il n'y a rien à en attendre.

Contre Macron, président des riches, la lutte continue

Pour tenter de faire diversion, le gouvernement fait feu de tout bois et fait chorus avec les discours de l'extrême droite : loi Immigration de Darmanin, opération Wuambushu et ses destructions de bidonvilles à Mayotte, sortie d'Attal sur la fraude sociale pour désigner les plus pauvres comme boucs-émissaires, reprise par Le Maire avec une bonne pincée de xénophobie, attaques contre les allocataires du RSA... Dans l'infamie, rien ne les arrête, surtout quand il s'agit de s'attaquer aux plus pauvres.

Mais ils ne peuvent faire oublier la détestation dont ils font l'objet, Macron comme l'ensemble de son gouvernement. Détestation à cause de ce refus de nous entendre, dans un contexte de dégradation de nos conditions de vie et de travail. Dans notre vie quotidienne, tout nous rappelle la violence de leur politique, au service des plus riches. Notre pouvoir d'achat diminue face à des prix qui augmentent sans cesse pour faire gonfler les profits des géants de la grande distribution, de l'énergie, ou d'autres secteurs capitalistes. Ces profits sont bien mis à l'abri grâce à la fraude fiscale, coûtant au bas mot 80 à 100 milliards d'euros par an à l'État, que le gouvernement se garde bien de sanctionner.

Alors soyons nombreux et nombreuses en grève et dans la rue mardi 6 juin. Pour défendre nos retraites, nos salaires et nos conditions de vie et de travail, le combat continue !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web Convergences Révolutionnaires ou Nouveaupartianticapitaliste.fr

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA



SCAN ME

Manifestation le 6 juin

Mardi 6 juin il y aura encore des centaines de milliers de travailleuses et travailleurs en grève et dans la rue pour dire qu'ils refusent de se faire voler deux ans par le patronat. Mais aussi qu'ils veulent des augmentations de salaire, et de meilleures conditions de travail.

À Melun aussi ! Et à Transdev, les raisons qui ont déclenché notre grève d'il y a presque 2 ans sont toujours là.

12 juin : le changement, c'est maintenant ?

Les élections professionnelles auront lieu le 12 juin. Tout le monde est d'accord : il faut que les choses changent au dépôt. Mais comment ? Nous voyons au jour le jour les conditions pénibles, quand on commence à 4h du matin, quand on finit après minuit ou quand on accumule le retard qui fait sauter nos pauses. C'est nous qui savons ce qu'il faut changer, et c'est nous tous collectivement qui en avons la force. C'est la grève qu'on avait impulsée après la réorganisation du travail de 2021 qui nous a permis de gagner entre autres le TI payé à 100 %, officialisé par l'accord que les syndicats ont signé. Les difficultés sont nombreuses et nous avons intérêt à nous mobiliser pour nous faire respecter et améliorer nos conditions de travail et nos salaires, contre les sanctions aussi. Les élus ne sont pas suffisants sans nous, quelle que soit leur étiquette, c'est leur honnêteté et leur volonté d'agir dans notre intérêt à tous qui compte.

Ce qui doit changer en premier lieu : pas de TI, des salaires qui suivent l'inflation, des embauches pour alléger les services et la fin des deux fois !

Argent trop cher, la vie n'a pas de prix

Le gaz et l'essence n'arrêtent pas d'augmenter. Et l'alimentaire : 14 % ! Chaque fois que l'inflation augmente sans que les salaires suivent, c'est une baisse de notre salaire réel. On a peut-être un peu plus sur la fiche de paie, mais moins dans le caddie.

La banque centrale européenne, qu'on ne peut pas suspecter d'être révolutionnaire, admet elle-même que 2/3 de l'augmentation des prix est dû au gonflement des profits. C'est les patrons qui profitent de la guerre et autre pour nous faire les poches !

Transdev touche le gros lot

En plus de la DSP 30, Transdev a remporté via sa récente acquisition First Transit le droit d'exploiter les lignes de Las Vegas. Salut à nos collègues du monde entier : même patron, mêmes intérêts !

Pécresse sur Mars

Un article du Parisien tire un « premier bilan » de la réorganisation du travail avec l'ouverture à la concurrence : meilleure régularité, amélioration de la qualité de service... Mais des bus de quelle planète parlent-ils exactement ? Pas de chez nous en tout cas.

Parlons de qualité de service...

Souvent les déviations ne sont pas bien annoncées aux usagers, qui peuvent donc attendre longtemps. Il faudrait plus d'agent de terrain. L'arrêt de bus de la Cartonnerie est toujours en bas, alors que ça fait 6 mois qu'il n'est plus desservi !

Facilité de paiement ?

Les terminaux de paiement à carte bleue sont la plupart du temps en panne. De toutes façons, même avec une CB, pas facile de payer un ticket à 2,5€

Pour tout simplifier il faudrait la gratuité. Puisqu'on prend le bus pour aller au boulot ou aller faire les courses, il serait normal que les employeurs et les commerçants paient. Ça ferait économiser des machines, des voitures et on pourrait se répartir le travail avec les collègues contrôleurs.

Grève à Disney : Mickey s'y met

Presque 500 salariés ont fait grève le 23 mai à Disneyland Paris, et ils étaient plusieurs milliers les 30 mai et 3 juin. Ils exigent une augmentation de salaire de 200 euros, le paiement double des dimanches travaillés et une amélioration de leurs conditions de travail. Ils ont bien raison !

Propagande de l'Etat au service des patrons

Gabriel Attal a lancé un plan contre les fraudes aux aides d'Etat. Ce n'est qu'une manœuvre pour culpabiliser les plus précaires et nous monter les uns contre les autres. Sur la petite partie correspondant à des « fraudes » supposées, ils ne savent même pas dire si ce sont des erreurs ou si c'est intentionnel !

Pas de doute en revanche pour la fraude des entreprises – pardon, de « l'optimisation fiscale ». McDonalds a récemment transigé sur 1,2 milliard d'euros (737 millions payés au fisc, 500 millions à la justice pour l'amende pénale). C'est un arrangement pour payer moins que ce qu'ils devaient au départ.

Les assistés et les tricheurs qui s'engraissent sur notre travail, ce sont les patrons.

Erdo-gagné, mais pour qui ?

La réélection d'Erdogan en Turquie n'est pas une bonne nouvelle pour les travailleuses et travailleurs. Son régime a laissé se débrouiller les victimes du dernier tremblement de terre, alors que les dirigeants du croissant rouge s'en mettaient plein les poches. On a vu l'inflation, le poison du racisme contre les Kurdes distillé par en haut, les mesures pro-patronales.

Mais dans cette présidentielle, l'opposition formée entre autres d'anciens ministres d'Erdogan ne valait pas mieux. Elle a fait une campagne de haine contre les Syriens au second tour. Aucun des ces politiciens véreux n'est dans le camp des travailleurs, qui n'avaient donc rien à attendre de ces élections... et ne pourront compter que sur la force de leurs propres luttes.